



L'opposition capital travail encore plus forte contre la collaboration de classe

Macron a décrété une période de *trêve politique* pendant les jeux Olympiques. Une autre priorité était d'assurer la *paix sociale*, c'est une opération qu'il a préparée de longue date. Le 19 juin 2018, la signature par les confédérations syndicales (CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC, CGT) et les organisations patronales (MEDEF, CPME, U2P) d'une *Charte sociale* comportant seize engagements qui devront « *guider la préparation des Jeux Olympiques, le suivi et l'après Jeux* », avec trois objectifs majeurs, en particulier celui de veiller au « *respect des conditions de travail et de limiter le travail précaire* »^[1].

Un Comité de suivi de la *Charte sociale* a été mis en place dès 2018, avec parmi les coprésidents B. Thibault, alors membre du secrétariat international du travail (OIT) est chargé par Estanguet^[2] du dialogue avec la base, Roux de Bézieux, chargé de recruter des partenaires financiers et de Dominique Carlac'h (vice-présidente du Medef).

Ayant œuvré à la bonne organisation des Jeux, le 25 juillet, Thibault et Carlac'h se sont relayés pour porter la flamme olympique « *Ce relais de la flamme avec Bernard Thibault que lui et moi portons ensemble pour représenter toutes les entreprises et tous les travailleurs unis dans une même ferveur* »^[3] et Marc Landré^[4] de s'exclamer « *quel symbole de fraternité que ce passage de relais avec l'ami/le partenaire Bernard Thibault ! C'est ça aussi l'olympisme : transcender les antagonismes pour s'unir autour d'une même cause. Content pour toi Dominique Carlac'h. Et aussi pour Geoffroy Roux de Bezieux* ». Alliance capital travail vieux rêve de tous les gouvernements appliquant la feuille de route dictée par le capital et sourds aux luttes qui n'ont pas cessé et qui continuent de se développer même pendant cette période de Jeux^[5]

Tout l'esprit de la *Charte* est de faire collaborer les organisations syndicales et patronales pour s'assurer une trêve sociale. Tous les syndicats se sont engagés dans la création de la *Charte sociale* qui sert essentiellement les intérêts des entrepreneurs qui n'hésitent pas à engager des sans-papiers, à les faire travailler jusqu'à 20h pour 80 euros^[6], ce ne sont pas les 150 travailleurs régularisés, qui changeront la réalité de la surexploitation des travailleurs sur les chantiers des J.O. Le "New York Times" a enquêté sur la question : « *les travaux des J.O ont été plus dangereux que les organisateurs n'ont bien voulu le dire, les travailleurs sans papiers jouant notamment un rôle plus important et plus risqué que ce qui a été reconnu officiellement. Quand des travailleurs en situation irrégulière se blessaient, relatent des ouvriers et des délégués syndicaux, les accidents étaient généralement gérés en catimini et n'apparaissaient donc pas dans les statistiques officielles* »...

En décembre à France Info, S. Binet rappelait, que « *la CGT est impliquée dans le comité d'organisation des Jeux olympiques...elle s'est battue pour qu'il y ait une charte sociale pour encadrer le fonctionnement des Jeux olympiques. C'est d'ailleurs une première au plan*

international. Donc la CGT ne va certainement pas s'amuser à gâcher la fête pour des millions de Françaises et de Français ».

Avec la Charte sociale, la *trêve politique* s'est doublée d'une *trêve sociale*. Belle exemple de collaboration Capital Travail !

Pour Macron les Jeux olympiques ont montré une forme de cohésion nationale, il faut la poursuivre « *Appliquons la recette des jeux au pays le jour d'après* », a été sa conclusion de son interview au 20h de France 2 du 23 juillet, après avoir demandé « *aux groupes parlementaires de travailler ensemble et de faire des compromis* ». Macron veut une majorité large et stable...et pour le poste de Premier ministre, il souhaiterait « *un homme ou une femme, consensuel(le), qui plaise à la gauche comme à la droite* ». Mais qu'est-ce que veulent les français qui ont à deux reprises -Européennes et législatives-, rejeté la politique de Macron au service du capital des compromissions ou un changement radical ? Tous les partis, les groupes y vont de leurs propositions

Pour répondre aux ordres du Président, qui a reporté à après les JO la constitution d'un gouvernement, Attal se déploie sur tous les fronts : Il présente « *pacte d'action* », le texte vise à « *alimenter le dialogue avec les autres formations politiques...et à « Continuer à réformer et protéger les Français » ...*

Les Républicain se sont donné mercredi un nouveau nom – la « *droite républicaine* »- et un nouveau chef, Laurent Wauquiez, ils débattront d'un nouveau plan législatif pour réfléchir à une posture de « *neutralité nous ne participerons pas à des coalitions gouvernementales* »...

Quant à L. Castets ses déclarations sont claires : Nous irons chercher des compromis avec les autres groupes, à l'exception du Rassemblement national. Avec eux, jamais. Néanmoins, je ne serai pas responsable de leurs votes. S'ils veulent abroger la réforme des retraites ou améliorer les services publics, je ne peux pas les en empêcher. « *Je veux redonner sa légitimité au travail parlementaire. Les propositions de lois d'autres groupes et les bonnes volontés seront bienvenues si elles sont conformes à ce que porte le NFP. Dans ce cadre, je ferai des compromis et je discuterai des amendements* ».

Pendant ces déclarations qui laissent prévoir la continuation des réformes qui attaquent tous les acquis des luttes. Le gouvernement démissionnaire continue à publier des décrets contre les travailleurs : Journal officiel 16 juillet 11 nouveau décrets de la loi immigration ... Le Maire « *Mon objectif ça reste de revenir sous les 3% de déficit en 2027* », Le ministre dont l'activité principale est désormais la préparation du budget 2025 a souligné l'importance de continuer à redresser les comptes publics. Dans cette optique, les propositions de crédits ministère par ministère pour 2025 seront inférieures à celles de 2024 "dans des proportions significatives".

Propositions de crédits inférieurs à ceux de 2024 ? Même pour les dépenses de l'Elysée ? qui a bouclé l'année 2023 en net déficit, avec un exercice total de 117,2 millions ! Alors que les ménage continuent de se serrer la ceinture dans la consommation de biens, notamment des biens alimentaires.

Les luttes sociales et politiques pour abattre le vieux système capitaliste et construire le socialisme n'ont jamais été aussi nécessaires

La lutte politique pour abattre le capital est centrale.

Tout dépendra de la force, de l'union des travailleurs pour résister à cette nouvelle impasse, de la lutte pour exiger un véritable changement de politique.

^[1]. Charte sociale des Jeux Olympiques et Paralympique Paris 2024

^[2]. Tony Estanguet, président du Comité d'organisation des JO

^[3]. Déclaration de D. Carlac'h, 25 juillet 2024

[\[4\]](#). Partenaire associé de Sia partner, cabinet de conseil en management, ancien rédacteur en chef du service Economie France au Figaro

[\[5\]](#). Cf. le résumé des questions économiques et sociales hebdomadaire sur notre site.

[\[6\]](#). Cf le reportage de BF TV (2023) et l'article du journal Le Monde (décembre 2022)